

L'invité

Les éoliennes ou les «affiches antinucléaires»

Jean-Pierre Bommer*

J'ai mis à profit la pause estivale pour aller, à trois reprises, faire de la randonnée en Valais. Le trajet ferroviaire ou autoroutier depuis mon domicile vaudois est ponctué entre Saint-Maurice et Martigny par la présence imposante des deux plus grandes installations éoliennes du pays. Or il se trouve qu'elles étaient immobiles lors de chacun de mes six passages dans la basse plaine du Rhône.

Pure coïncidence, sans doute, puisque les exploitants de ces grandes hélices annoncent des productions supérieures aux attentes, correspondant pour chacune d'elles aux besoins, privés et professionnels, de 600 personnes environ. Pourtant, plus qu'une garantie contre les menaces de pénurie qui se profilent sur le proche horizon, ces ouvrages constituent avant tout des signaux politiques: «Chaque éolienne est une affiche antinucléaire!» déclarait récemment le conseiller national bâlois Rudolf Rechsteiner dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 18 août 2008.

Avec trois centrales à gaz de type Chavalon, les émissions seront 7 fois plus faibles que la moyenne européenne et 10 fois plus modestes qu'en Allemagne

Un autre signal, plus positif celui-là, réside dans l'expression d'une volonté romande de faire sa part dans l'approvisionnement du pays en énergie électrique. La production éolienne existante, dans sa quasi-totalité, est située en Suisse francophone grâce, notamment, aux installations du Mont-Crosin, dans le Jura bernois. On observe également de longue date

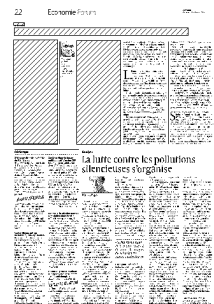
un dynamisme romand remarquable dans le développement des technologies solaires, avec la multiplication des associations, initiatives et entreprises actives dans ce domaine.

Ce dynamisme est réjouissant. Il faut poursuivre avec détermination les efforts de développement. Dans le monde entier, des instituts et laboratoires de recherches annoncent régulièrement des hausses des taux de conversion photovoltaïques. Moyennant un effort financier considérable, on pourrait hisser à terme la part du «nouveau renouvelable» à plus de 10% dans l'approvisionnement énergétique de notre pays.

A terme, cela veut dire au plus tôt dans les années 2030 ou 2040. Rappel: la Suisse couvre aujourd'hui de justesse ses besoins en électricité grâce à des droits de tirage sur les centrales nucléaires françaises. Ces droits arriveront à échéance à partir de 2012 et auront peu de chance d'être renouvelés parce que la France commence elle aussi à manquer de courant. Ajoutez à cela la fin de vie prévisible des réacteurs de Beznau et Mühleberg et la hausse constante de la demande, et ce sont plusieurs dizaines de milliards de kilowattheures qui vont manquer au pays dès les années 2020. Or 10 milliards de kilowattheures, ce sont près de 20% de nos besoins.

Revenons dans la plaine du Rhône. Il s'y joue une partie essentielle de la sauvegarde de la sécurité d'approvisionnement électrique. Dans l'attente des futurs réacteurs nucléaires de troisième génération, la centrale thermique de Chavalon, une fois rénovée et mise en service, pourrait produire dès 2011 ou 2012 l'équivalent des besoins en électricité des ménages des cantons de Vaud et de Genève.

Toujours dans la même région, des entreprises gazières vont forer le sous-sol jusqu'à quatre kilomètres de profondeur. Elles espè-



Argus Ref 32787031

rent y trouver l'équivalent de dix fois la consommation annuelle du pays de gaz naturel, soit 35 milliards de mètres cubes de combustible. Le cas échéant, le gisement capté sera raccordé au réseau voisin de conduites à haute pression de la société Gaznat. Face à l'explosion des prix des hydrocarbures et aux incertitudes géopolitiques qui pèsent sur les approvisionnements, la possibilité de valoriser des gisements nationaux mérite largement d'être encouragée.

La Romandie peut et doit s'engager concrètement dans la lutte contre les risques de pénurie. Ne disposant pas de sites susceptibles d'abriter une installation nucléaire, elle doit se mobiliser en faveur des projets gaziers de Chavalon en Valais et de Cornaux à Neuchâtel, voire d'autres ouvrages le cas échéant. C'est une question de responsabilité.

Plusieurs projets de grandes centrales à gaz sont à l'étude dans le pays. De tels ouvrages, on le sait, émettent du gaz carbonique. Cet inconvénient nécessite un gros effort d'explications et de relativisation de la problématique du CO₂. L'obstacle n'est pas insurmontable, d'autant plus que la Suisse, grâce au tandem hydraulique-nucléaire, produit un kilowatt-heure pratiquement exempt de gaz carbonique.

Or que constate-t-on? Même avec trois grandes centrales à gaz de type Chavalon, les émissions résultant de la production d'électricité ne dépasseront pas 48 grammes de CO₂ par kilowatt-heure de courant produit. C'est sept fois moins que la moyenne européenne (350 grammes/kWh), voire dix fois moins qu'en Allemagne, volontiers présentée comme un modèle écologique mais qui rejette près de 500 grammes de CO₂ par kilowatt-heure d'électricité. Autrement dit, même avec une production gazière mesurée, la Suisse conservera une position enviable en termes de protection de l'environnement.

Elle doit néanmoins se conformer au principe de la compensation des émissions de gaz carbonique. Mais la lutte contre les change-

ments climatiques se déroule à l'échelle planétaire. L'obligation d'une compensation imposée majoritairement au territoire national est une mesure à caractère exclusivement politique, dirigée de fait contre les projets de centrales à gaz. Elle constitue une aberration économique et écologique car la réduction d'une tonne de CO₂ est jusqu'à cinq fois moins coûteuse à l'étranger que dans notre pays.

C'est pourquoi, pour des raisons de cohérence et d'équité, la Fédération romande pour l'énergie (FRE) exigeait récemment dans le cadre d'une consultation fédérale que les émissions de CO₂ issues de centrales électriques à combustible fossile en Suisse puissent être le cas échéant compensées à l'étranger à hauteur de 70%. Il conviendrait également de renoncer à instaurer pour les ouvrages thermiques un rendement minimal qui aurait pour effet de prêter l'implantation d'installations dans des régions par ailleurs favorables pour des raisons d'opportunité et d'infrastructures, comme c'est le cas pour Chavalon.

Sait-on ce que signifie, pour un pays industriel moderne, le fait de manquer d'électricité? Apparemment pas, à en juger par la foire d'empoigne que constitue aujourd'hui l'énergie, avec une gauche enfermée dans son absolutisme antinucléaire et un centre droit qui savonne la pente aux projets gaziers. Les responsables politiques seraient bien avisés de cesser de jouer à la roulette russe avec la sécurité d'approvisionnement électrique. A défaut, les premiers signes de pénurie viendront gripper la machine économique en même temps, voire avant les prochaines échéances électorales.

**Secrétaire
général
de la
Fédération
romande
pour l'énergie;
www.frener-
gie.ch*